



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interdépartementale et régionale de l'environnement,
de l'aménagement, et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-de-Marne

Service risques et installations classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 28 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA PROPRETÉ ÎLE-DE-FRANCE

48-64 route de l'Île Saint-Julien
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : DRIEAT-IF/UD94/PADVME/GP/2024/N°054GR
Code AIOT : 0006520140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE implanté 48-64 route de l'Ile Saint-Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit à la suite d'un signalement, auprès de l'OFB, de la présence d'un amas de déchets originaires de la Darse Sud de la Marne, par une association locale de pêche.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE
- 48-64 route de l'Ile Saint-Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0006520140
- Régime : Autorisation

VÉOLIA PROPRETÉ Île-de-France exploite un centre de tri des encombrants et des déchets de chantier sur un terrain de Port de Paris, situé au 48-64, route de l'île Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne.

Le site comprend :

- un centre de tri mécanisé des encombrants et déchets du BTP,
- un centre de transfert des matériaux collectés sélectivement,
- une installation de broyage du bois valorisable,
- une déchetterie à destination des usagers professionnels (artisans, commerçants, industriels),
- une installation de broyage de meubles.

Le site (tous apports confondus) peut accueillir jusqu'à 250 000 tonnes de déchets par an. Il est classé selon les rubriques suivantes :

Rubrique	A, E, D, DC, NC ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal autorisé
2710-1. a	A	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	Famille des pâteux, familles des acides et bases, ammoniacales, famille des « solvants usagés » et des déchets dangereux contenant des huiles et des hydrocarbures, famille des déchets phytosanitaires, tubes fluorescents/lampes usagées/piles/batteries, aérosols, amiante liée, bouteille de gaz, DEEE	34 t
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 2794,2795 et 2791. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Activité de broyage du bois	221 t/j
2710-2. a	E	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³	Collecte de 420 m ² et 410 t de bois, inerte, plâtre, métaux, plastiques, cartons et papier	1 130 m ³
2714-1	E	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Centre de tri et transit de papiers/cartons (380 m ³ – 130 m ² – 6 838 t), de plastiques (380 m ³ – 130 m ² – 23 t), de bois (1 900 m ³ – 430 m ² – 380 t) et de déchets de collecte sélective mélangés (510 m ³ – 100 m ² – 80 t)	3 170 m ³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Centre de tri et transit de stock réception (4 200 m ³ – 1 300 m ² – 1 300 t), de refus (2 000 m ³ – 635 m ² – 600 t) et de déchets verts (280 m ³ – 100 m ² – 56 t)	6 480 m ³
2713-2	D	Installation de transit, regroupement, tri	Centre de tri et transit de métaux ferreux	150 m ²

1 A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration)

Rubrique	A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal autorisé
		ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ²	(75 m ² – 225 m ³ – 68 t) et non ferreux (75 m ² – 225 m ³ – 30 t)	

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n°2017/2783 du 26 juillet 2017 portant autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – Demande d'autorisation souscrite par la société VEOLIA PROPRIÉTÉ ÎLE-DE-FRANCE – 48-64 Route de l'Île-Saint-Julien à BONNEUIL-SUR-MARNE ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022/907 du 14 mars 2022.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se

veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 2.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Émissions diffuses et envois de	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 3.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	poussières			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé, au droit du site :

- la présence de déchets flottants sur la Marne, et aux abords du quai, sans nécessairement être de l'ampleur de l'amas relevé par les plaignants ;
- l'absence de dispositif idoine de nature à prévenir le risque de déversements de déchets dans la Marne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues ou tout autre dispositif de nettoyage rendu nécessaire sont mis en place en tant que de besoin pour assurer la propreté du site et de son environnement immédiat.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que, lors d'une opération de chargement de déchets dans une péniche, il n'existe pas de dispositifs permettant de prévenir du risque de déversement de déchets dans la Darse sud de la Marne ; • la présence de déchets au niveau de la surface de l'eau, entre la péniche et le quai. <p>L'exploitant a précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'il existait un système à base de plaques permettant de combler l'espace entre le bord du quai et la péniche de sorte à prévenir le déversement de déchets dans l'eau, pendant les opérations de chargement réalisées à l'aide de la grue. Cependant, l'endommagement répété des plaques a conduit l'exploitant à ne plus les disposer ; • faire procéder, lorsque nécessaire, au nettoyage des alentours du quai. <p>En outre, l'exploitant étudie la possibilité d'étendre la partie couverte du hangar de déchargement afin d'éviter l'endommagement des filets par les grues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • remettre en place un dispositif permettant de prévenir le déversement de déchets dans la Marne lors des opérations de transvasement ; • renforcer le nettoyage des quais pour prévenir l'envol de déchets ; • mettre en place un dispositif permettant de piéger et de récupérer les déchets déversés dans

la Marne lors des opérations susceptibles d'engendrer une pollution des eaux de surface.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Émissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 3.1.5
Thème(s) : Autre, Émissions diffuses et envols de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les baies ouvertes permettant l'accès aux poids lourds sur la zone de réception ne sont pas disposées selon les axes des vents dominants sur le secteur étudié, limitant ainsi les envols.</p> <p>La manipulation et le conditionnement des déchets stockés en extérieur seront réalisés de sorte à limiter les envols,</p> <p>Le transport des déchets est effectué dans des conditions propres à limiter les envols, notamment, par le bâchage des semis, des bennes de refus, des bennes de produits.</p> <p>La zone de réception des déchets par voie fluviale, située en extérieur est couverte jusqu'au quai au niveau de aire de déchargement des barges et un système de filets anti-envol amovible complète ce dispositif afin de limiter les envols de déchets.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les filets anti-envols sont endommagés ; • la présence d'une grande quantité de déchets sur les bords de la Marne aux alentours du quai.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réfection des filets anti-envols.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois